

## INVESTISSEMENTS ARABES EN ALGÉRIE

## Entre mirage et réalité

**Les investissements arabes en Algérie. Y en a-t-il réellement ? Sont-ils aussi importants que ne l'annoncent, en grande pompe, les pouvoirs publics ? A quand peut-on espérer le lancement des projets inscrits à l'Agence nationale de développement des investissements (Andi) ? Les investisseurs ne risquent-ils pas de renoncer avant même de démarrer leurs projets ? Ce sont là quelques questions auxquelles nous avons essayé de répondre, en voulant en savoir un peu plus sur la nature des investissements arabes en Algérie.**

Enquête réalisée  
par Rosa Mansouri

Parler aujourd'hui des investissements arabes est aussi embarrassant que de parler de la révision de la Constitution dont les changements à apporter ne sont pas encore connus. Que ce soit pour le premier sujet ou le second, l'ombre du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, plane sur les décisions prises. Tous les responsables de la nation le disent très bas, mais hélas, à ce jour, aucun de ces cadres de l'Algérie indépendante n'a osé affirmer publiquement que les investisseurs arabes sont venus grâce et par le seul soutien du chef de l'Etat. Certaines langues se sont déliées et des rumeurs courent : «Le président a-t-il vendu la côte algéroise aux pays du Golf ?» Une question qui a fait le tour de l'Algérie entière. Si la confirmation d'une telle hypothèse est quasiment impossible devant le black-out imposé sur l'information concernant les investissements arabes en Algérie et dans la capitale précisément, il n'en demeure pas moins que les investisseurs arabes qui se sont déjà annoncés sur des projets avancent sur un terrain miné. Sauront-ils le dépoussiérer où finiront-ils par se rendre à l'évidence qu'investir en Algérie demande patience et persévérance ? Mettre en place un code des investissements directs étrangers qui assouplisse toutes les procédures législatives et réglementaires n'exclut pas qu'il y ait des questions complexes relatives à la disponibilité du foncier et à l'expropriation des occupants de certaines assiettes foncières, qui restent des facteurs bloquants pour le démarrage des projets.

#### Les arguments de l'Andi

Pour mieux comprendre la nature des investissements arabes et éviter toute spéculation

eu que 10 milliards. Entre 2002 et 2007, soit en l'espace de cinq années, les investissements arabes étaient de 420 milliards de dinars, sur un total de 747 milliards de dinars. Un chiffre qui est en deçà des attentes du gouvernement. Ce dernier ne désespère pas de voir ce chiffre passer à 40 milliards de dollars en 2008. «Les investisseurs arabes en Algérie viennent en première position dans les IDE. L'arrivée en Algérie du groupe égyptien Orascom et sa propulsion est l'élément déclencheur pour les autres investisseurs arabes», a affirmé M. Zerguini, en appuyant ses propos par la multitude des projets présentés à l'Andi par différents groupes arabes dans divers secteurs d'activité, dont certains mêmes sont des mégaprojets «jamais réalisés dans le bassin méditerranéen», dit-on. En termes de valeur, «les Egyptiens, Koweïtiens et Emiratis viennent en première position, suivis par les Bahreïnites et les Qataris.

Ces projets sont soit totalement réalisés soit en cours d'étude», affirme M. Zerguini qui assure, toutefois que beaucoup de projets sont en cours de validation par le CNI. «Il y a d'autres projets qui sont actuellement au niveau du ministère du Tourisme dont les dossiers ne sont pas encore déposés au niveau de l'ANDI. Il y a des lois et des règles que chaque investisseur doit respecter», dit-il pour expliquer les retards enregistrés dans le lancement des projets annoncés par les investisseurs eux-mêmes.

#### Le processus d'arrivée des investisseurs arabes

Depuis l'investiture de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat, l'Algérie a trouvé le palliatif aux investisseurs occidentaux qui, malgré toutes les facilitations qui leur sont accordées en matière de législation, ne voulaient pas prendre le risque d'investir leurs capitaux en Algérie. Le président de la République est allé ainsi «draguer» lui-même les hommes d'affaires des pays du Golf en leur donnant des garanties de retour d'investissements sur les projets qu'ils lanceront en Algérie. C'était un appel sans écho sur la volonté de l'Algérie de faire «des inves-

tisseurs arabes» les privilégiés du pouvoir politique. C'est dans cette optique que la deuxième édition du Forum international de l'investissement organisé en avril 2002, par le ministère de la Participation et de la Coordination des réformes, a été placé sous le signe de l'encouragement des investissements arabes.

Une véritable opération de charme envers ces derniers pour les pousser à investir leurs fonds en Algérie. A cette même période, l'Algérie avait un argument bien convainquant pour marquer son engagement à attirer les investissements arabes.

La deuxième licence de téléphonie mobile en Algérie a été, en effet, remportée par le groupe égyptien Orascom au milieu d'une grande concurrence pour un montant de 737 millions de dollars. Ce groupe ne s'est pas arrêté à ce stade, puisqu'une fois installé, il a commencé à chercher les opportunités et les atouts recelés par l'Algérie pour élargir ses domaines d'investissements.

Orascom qui rencontrait en début des années 2000, des difficultés financières au Moyen-Orient, s'est vu se redresser à une vitesse extraordinaire par son nouveau marché algérien. Voilà qui conforte les investisseurs arabes, qui commencent à arriver en délégations (les uns après les autres) pour s'enquérir de la réalité du terrain.

Les pays arabes ont élaboré une étude sur le marché algérien qui leur a confirmé l'importance de la destination maghrébine pour les caisses d'investissements arabes, en raison de l'abondance des opportunités d'investissement et la législation favorable.

Ainsi, 1 000 hommes d'affaires arabes représentant le meilleur potentiel d'investisseurs se sont déplacés en 2006 en Algérie pour participer à un congrès placé sous le thème : «Algérie : carrefour des investissements arabes». Une année plus tard, janvier 2007, un autre événement vient confirmer la présence des investisseurs arabes, en abritant le 3<sup>e</sup> Forum arabe de l'investissement. Cette fois-ci, ils n'étaient que 200 hommes d'affaires arabes à y avoir pris part. Entre 2002 et 2006, 800 hommes d'affaires se sont

abstenus de revenir en Algérie. Les premiers échanges n'ayant pas donné leurs fruits, la destination Algérie, en fin de compte, ne faisait pas l'unanimité dans le milieu des affaires arabes. Ainsi, pour 2008 /2009, l'Andi n'a enregistré que douze projets provenant des pays arabes, dont huit sont inscrits parmi les grands projets de tourisme et complexes multifonctionnels et cinq principaux projets dans le secteur industriel.

#### Beaucoup de bruit pour peu de concret

A entendre le chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem et son ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements Abdelhamid Temmar, l'économie algérienne serait en train de prendre son élan et grâce aux investissements arabes, le défilé des délégations économiques et politiques ne cesse de décorer la scène médiatique. Echanges de réflexions, études des opportunités, visites sur terrain, déclarations de bonnes volontés... toutes les voies de la réussite du pari de faire venir les investisseurs ont été envisagées, sauf peut-être la voie de la bureaucratie qui n'est toujours pas franchie. Combien même ils sont armés de patience et de volonté, les investisseurs arabes peinent à faire entendre leurs doléances.

Combien de projets sont actuellement en cours ? Les travaux ont-ils commencé et pour une durée de combien de temps ? C'est ce que nous avons essayé de savoir auprès de l'Andi qui nous a signalé que la mise en œuvre des projets de grande envergure nécessite forcément une maturation dans la réflexion.

«Entre le moment où on parle d'un investissement et le temps de sa réalisation, il faut au moins 5 à 6 ans, notamment pour les mégaprojets», certifie M. Zerguini. Ainsi, en comptabilisant les investissements arabes en Algérie, l'on se rend compte que seul Orascom a pu se propulser sur le marché algérien.

Depuis 2000 à fin septembre 2006, l'Andi a traité des dossiers de projets d'investissements arabes pour un montant de six (06) milliards de dollars. Sur ces investissements déclarés, 60% ont été réalisés, dont ceux du groupe Orascom qui a investi 2,4 milliards de dollars, les cimenteries du même groupe égyptien et Wataniya Télécom Algérie.

Mis à part ces trois projets qui son opérationnels, et qui par hasard ou par indulgence proviennent du même pays, l'Egypte. Les projets inscrits pour 2007 sont par ailleurs reportés sur les deux années à venir.

Des projets qui se répartissent sur le secteur de la grande promotion immobilière, le tourisme, les centres d'affaires, le médicament, la production d'électricité, de

l'acier, la production de fertilisants et l'aluminium.

#### Discours politique et volonté économique : la contradiction

En dehors de ces projets cités plus haut, tous les autres sont encore au stade de l'étude dans différents départements ministériels. Les hommes d'affaires arabes sont prêts à investir près de 100 milliards de dollars en Algérie. Tous secteurs confondus, notamment l'agriculture, l'industrie, l'agroalimentaire, le tourisme, l'information et les télécommunications. Mais faudrait-il qu'ils trouvent les moyens d'accompagnement en contrepartie des risques qu'ils encourent. La législation en la matière a été assouplie de sorte à satisfaire la demande. Des lois ont été amendées et d'autres adoptées. La dernière en date est la modification apportée à la loi n° 90-30 du 1<sup>er</sup> décembre 1990 portant loi domaniale. La nouvelle loi adoptée par le dernier Conseil de gouvernement vise à adapter la législation domaniale en vigueur aux nouvelles données économiques et juridiques induites par les réformes. De nouvelles procédures ont été approuvées en matière de gestion et d'exploitation des biens domaniaux, de sorte à mobiliser toutes les capacités disponibles et à valoriser toutes les dépendances du domaine public. Ces nouvelles procédures permettront, certainement, de régler le problème de foncier auquel sont confrontés la majorité des investisseurs.

Lors du 3<sup>e</sup> forum économique arabe qui s'est déroulé en janvier dernier à Alger, les investisseurs arabes ont fait part au gouvernement algérien des difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de leurs projets. Si du côté des politiques, les discours sont favorables et encourageants, il n'en demeure pas moins que les lenteurs administratives liées à la législation fiscale, l'octroi des agréments pour les banques arabes, et particulièrement à l'indisponibilité du foncier, font qu'aujourd'hui, les porteurs de projets sont de plus en plus découragés.

Interpellé sur ces multiples contraintes, le représentant de l'Andi, M. Zerguini, soutient que «la mise en œuvre de tels projets nécessite beaucoup de temps, notamment lorsque ceux-ci interviennent dans les grandes agglomérations où des facteurs extérieurs viennent bloquer le lancement immédiat de certains projets».

«Il y a un ensemble d'accords à concrétiser avec les pouvoirs publics concernant la cession des assiettes foncières, l'expropriation des habitants de certains sites, les études de sol, le respect des normes d'urbanisme et d'autres facteurs qui nécessitent d'être mis au clair.



## Grands projets attendus pour 2008/2009 inscrits à l'ANDI

#### Tourisme :

Parc urbain des Grands-Vents (Alger), 5 000 millions de dollars, Emirats arabes unis.  
Hôtels + appartements (Moretti), 180 millions de dollars, Emirats arabes unis.  
Complexe touristique et d'affaires (Moretti), 572 millions de dollars, Emirats arabes unis.  
Villages touristiques (Alger- Boumerdès-Annaba), 888 millions de dollars, Arabie Saoudite.  
Complexe multifonctionnel (Alger), 167 millions de dollars, Algérie/ Libye

Complexe multifonctionnel Bab Ezzouar, 182 millions de dollars, Qatar/Bahreïn/Jordanie.  
Projets Société Émār : 5,5 milliards de dollars, Emirats arabes unis.

- Aménagement Baie d'Alger  
- Complexe touristique Colonel Abbès.  
- Aménagement Sidi Abdallah  
- Centre hospitalier et de mise en forme Staouéli.

- Centre hospitalier spécialisé, 360 millions de dollars, Emirats arabes unis.

#### Secteur industriel

Projet aluminium, 5 milliards de dollars, partenariat algéro-émirati.  
Projet de production de fertilisants, 2 milliards de dollars, partenariat algéro-égyptien.  
Projet de production de fertilisants, 1,8 milliard de dollars, partenariat algéro-omanais.  
Projet de production d'acier, 2 milliards de dollars, Egypte.  
Production de ciment, 412 millions de dollars, Egypte.